Intervention de Fatiha Aggoune

Présidente du groupe Val-de-Marne en commun – PCF et citoyen·nes

Madame la Préfète, Mesdames et Messieurs les représentant·es des services de l'État, Monsieur le Président, Chers collègues,

Nous vous remercions Madame la Préfète, ainsi que l'ensemble de vos agent·es, de vous prêter une fois encore à cet exercice annuel, dans un contexte où à n'en pas douter, de multiples urgences appellent votre temps et votre attention.

Nous restons, pour notre part, **très attaché·es à ce temps d'échange** entre l'assemblée départementale élue et la représentation départementale de l'État.

Si ce Rapport d'Activité des Services de l'État porte sur l'année civile 2023, nous l'examinons en fin d'année 2024. Malgré le décalage que cela induit dans nos échanges, cela nous permet toutefois de prendre du recul sur le contexte de l'année 2023. Pour nous plus globalement, les années 2022, 2023 et 2024 doivent de toute façon être appréhendées dans une même séquence politique.

Une séquence de préparation des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris, comme vous le détaillez longuement dans le rapport (même si les efforts remontent bien avant 2022). Une séquence conclue par une belle réussite, grâce au travail de l'ensemble des acteurs, dont l'État et notre Département au travers de ses agents

Mais 2022-2024 est aussi, et je dirais même surtout, **une séquence de crise démocratique profonde**, à un niveau encore jamais connu sous la 5ème République.

Lors des élections législatives de 2022 le peuple a refusé d'octroyer la majorité absolue à Emmanuel Macron. Quelques mois plus tard au printemps 2023, il s'est levé contre la retraite à 64 ans. C'était le mouvement social le plus massif depuis Mai 68. Cette puissante aspiration populaire a été brisée par le Gouvernement, à l'aide du 49-3 et d'une série de procédés brutaux.

Un an plus tard, renvoyé aux urnes par la dissolution, le peuple a à nouveau sanctionné lourdement le chef de l'État, avec un taux de participation record. Il l'a fait tout en refusant massivement, au second tour, l'arrivée aux affaires de l'extrême-droite lepéniste.

Et en Val-de-Marne je tiens à le souligner, le peuple a **porté** largement en tête les forces de gauche, avec le Nouveau Front **populaire**. 234 000 Val-de-Marnais·es, soit 44% des votants, lui ont accordé leurs suffrages dès le premier tour. C'est un message clair.

Pourtant en cette rentrée, c'est M. Michel Barnier (LR) qui a été nommé Premier ministre. À mon sens, l'ensemble des forces politiques (LREM, LR, RN) qui se compromettent dans la manœuvre de M. Macron jouent un jeu dangereux, car antidémocratique. Le peuple français a pu constater que rien, ou si peu, n'allait changer dans la politique gouvernementale. Pas de refonte de la Constitution, de hausse des salaires, de retour des services publics...

Je dis tout cela, car la crise démocratique en France a un impact direct sur la capacité des agent·es de l'État, ainsi que ceux des collectivités, à exercer correctement leurs missions.

Certains parlent aujourd'hui d'une crise du « consentement à l'autorité ». Pour nous, cette mise en danger du vivre-ensemble et de la cohésion de notre société est directement engendrée par la crise démocratique et les logiques de ségrégation, de division et de pourrissement portées par les idées d'extrême-droite.

L'autre dimension marquante de 2022 à 2024, c'est **l'entrée dans un monde de guerres**, engagé durablement dans la course aux armements et les confrontations militaires croissantes.

L'agression de l'Ukraine par la Russie début 2022 se prolonge près de trois ans plus tard, dans une guerre dont nous ne voyons toujours pas la fin.

Le 7 octobre 2023, les massacres du Hamas ouvraient une nouvelle page sanglante au Proche-Orient, avec une année de massacres commandités par M. Netanyahou à Gaza, en Cisjordanie et désormais au Liban...

Tout cela est extrêmement dangereux et peut déboucher sur une dynamique de guerre régionale, voire mondiale. C'est la responsabilité de la France que d'encourager les accords de cessez-le-feu, le respect du droit international et la paix entre les peuples.

Là aussi, ces événements internationaux qui peuvent paraître lointains impactent directement les Val-de-Marnais: du prix à la pompe aux rayons alimentaires des supermarchés, en passant, malheureusement, par la résurgence d'actes de haine racistes, antisémites et islamophobes.

À ce sujet, si le Rapport traite de la nécessaire protection des lieux de culte et autres lieux sensibles, il manque sans doute un état des lieux chiffré sur les délits et crimes à caractère raciste et antisémite dans notre département, et les dispositions prises face à cela.

En revanche dans un autre registre concernant les violences aux personnes, nous sommes satisfaits de constater cette année dans le rapport la place conséquente faite à la **lutte contre les violences faites aux femmes**, et aux actions entreprises pour les combattre.

Enfin dernière dimension pour nous de cette séquence 2022-2024, qui correspond aussi à la sortie du Covid : une crise des services publics qui s'enracine.

Les Val-de-Marnais·es que nous rencontrons le constatent toujours davantage : éducation, santé, sécurité... Il leur est toujours plus difficile d'accéder aux services publics essentiels à leur quotidien.

De ce point de vue, nous jugeons que le mode de rédaction du Rapport, très axé sur une logique « par projet » avec les « 60 Politiques Prioritaires du Gouvernement », ne laisse que **trop peu de place à l'état des lieux du fonctionnement quotidien des services publics d'État**. Nous le regrettons.

Cette crise des services publics concerne aussi les collectivités territoriales, frappées de plein fouet par les conséquences des politiques d'austérité. Le Département est en première ligne.

La première de nos questions déposées pour cette séance porte d'ailleurs sur la crise budgétaire au Département. Une question largement abordée par le Président dans son introduction.

Madame la Préfète, vous connaissez nos désaccords avec la politique départementale conduite depuis 2021. Ces désaccords sont clairs, constants, publics et documentés.

En revanche aujourd'hui tous les groupes politiques, et tous les élus ici présents, peuvent se retrouver sur deux points :

- 1- le Département doit urgemment retrouver des **ressources fiscales pilotables** ;
- 2- la dette de l'État, liée au **Reste à Charge sur les Allocations Individuelles de Solidarité**, n'est plus supportable par le Département.

Les premières annonces du Gouvernement ne vont pas du tout dans le sens d'un soutien aux départements, bien au contraire... Nous espérons que les débats parlementaires, et les réactions des collectivités pourront le faire changer d'avis.

Les services publics font l'objet de nombre des 16 questions posées par les membres de notre groupe, avec une attention particulière aux difficultés du quotidien des Val-de-Marnais·es.

Vous avez répondu à certaines d'entre elles et nous vous remercions, notamment à Hocine Tmimi sur la crise du logement, Ibrahima Traoré sur la sécurité et la lutte contre les trafics de stupéfiants...

Par ailleurs, Sokona Niakhaté vous interpelle sur **les enjeux de santé**, première préoccupation des Français, mais trop peu traitée dans le Rapport.

Flore Munck pose une question concernant la rentrée scolaire, et la problématique spécifique des AESH. Elle porte aussi nos inquiétudes sur le service public postal, en dégradation constante.

Également, une question de Lamya Kirouani sur le **relogement des familles victimes de violences graves**, et je vous ai pour ma part écrit sur la dégradation de la situation concernant les **démarches des étrangers** auprès de la Préfecture.

La lutte contre le réchauffement climatique fait l'objet d'une question de Pierre Garzon sur **l'avenir du train Perpignan-Rungis**.

Evidemment aussi, une interpellation de Nicolas Bescond sur la **prison de Noiseau** - dont vous savez qu'elle constitue un point de désaccord de l'ensemble de l'assemblée départementale - mais aussi sur la nécessaire **rénovation de la prison de Fresnes**.

Enfin, des dossiers Val-de-Marnais et/ou liés aux préoccupations des habitants de nos cantons sont au nombre des questions posées : Musée de la Résistance Nationale, classement REP du collège Halimi d'Ivry, Réseau de Chaleur Urbain de Fontenay, dépôt pétrolier de Vitry, squat rue de Seine à Vitry, difficultés des associations sportives sur les services civiques...

Nous vous remercions pour les réponses apportées aujourd'hui, ainsi que celles qui viendront dans les prochaines semaines.

Enfin, puisque vous avez annoncé votre départ prochain, nous saisissons cette occasion pour vous remercier de votre travail pendant trois ans au service des Val-de-Marnais·es.

Je vous remercie de votre attention.